

**NSA, DGSE, Big Data
et l'espionnage électronique**

Le fascisme de notre temps

Hors-sol

Pièces et main d'œuvre

Depuis le 6 juin 2013, pour ceux qui avaient déjà oublié le programme « Echelon », Edward Snowden, un déserteur de la NSA (*National Security Agency*), nous a rappelé la surveillance universelle de nos communications électroniques et téléphoniques pratiquée par les services de renseignement américains. Si le gouvernement français ne s'est pas ému de cet espionnage, c'est que les services de la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure) en font de même sur le territoire français. Face aux « menaces terroristes » qui se cachent dans la société comme une « *aiguille dans une botte de foin* », il est nécessaire de scanner toute la botte de foin (Obama).

Loin d'être une « dérive » sécuritaire, ces activités d'espionnage sont dans le projet cybernétique comme le poussin est en germe dans l'œuf. Cette affaire met en lumière une fois de plus la reddition de notre vie privée et de notre libre-arbitre entre les mailles du filet électronique. Tous, nous le savons, même si la plupart d'entre nous ne veulent pas le savoir. Tellement il est fun et pratique de surfer sur la toile.

Il n'y a rien à attendre d'un encadrement technico-légal du net, que ce soit par des *hackers*, cryptologues ou militants de l'encadrement juridique de l'information, sinon des illusions consolantes. La question va bien au delà de l'espionnage de la vie privée et des libertés individuelles. D'une part, la tyrannie informatique s'étend à tous les domaines (école, hôpitaux, maisons de retraite, prisons, transports, etc). D'autre part, il ne s'agit plus seulement de contrôle et de surveillance, mais de contrainte : par le macro-pilotage social grâce aux RFID et à l'Internet des objets que relaie le micro-pilotage des individus. Où l'on voit que le « fascisme » de notre temps ne s'annonce plus par un claquement de bottes mais dans le ronronnement des « machines à gouverner ».

Bas les pattes devant Snowden, Manning, Assange et les résistants au techno-totalitarisme

Nul ne peut plus nier ce que les opposants à la tyrannie technologique dénoncent depuis des années : les objets *intelligents* qui envahissent nos vies (ordinateurs, Internet, téléphones mobiles et smartphones, GPS) donnent au pouvoir les moyens de la surveillance généralisée.

En dévoilant des documents secrets, un ex-agent américain révèle que la NSA (Agence nationale de sécurité) espionne les internautes du monde entier, dans le cadre du programme clandestin « Prism » mis en place par George Bush et poursuivi par Barak Obama. Sont visés les utilisateurs d'Internet et des « réseaux sociaux » (Google, Facebook, Apple, Youtube, Yahoo, Skype, DropBox, Microsoft, AOL) soit, à l'ère numérique, à peu près tout le monde.

Les esprits forts diront qu'ils le savaient déjà. Les esprits forts savent toujours tout. Edward Snowden, lui, *prouve* ce qu'il dit. Et les médias du monde entier ne peuvent faire autrement que de publier ses déclarations, alors que les dénonciations des esprits critiques restaient confinées et refoulées à quelques milieux restreints.

Edward Snowden agit sans le soutien d'aucune organisation, d'aucun parti, d'aucun collectif. Heureusement - il n'aurait rien fait. Son geste relève de ce qu'Orwell nommait la « décence ordinaire ». « *Je ne peux, en mon âme et conscience, laisser le gouvernement américain détruire la vie privée, la liberté d'Internet et les libertés essentielles pour les gens tout autour du monde au moyen de ce système énorme de surveillance qu'il est en train de bâtir secrètement.* »¹ À 29 ans, il sacrifie sa carrière et sa vie personnelle, choisit la désertion, risque la prison pour trahison (comme le soldat Manning, auteur des fuites vers Wikileaks) voire un « accident ». Il affronte seul les services secrets de la première puissance mondiale.

En France depuis le 10 juin 2013, aucune des organisations qui, avant ou depuis le meurtre de Clément Méric, clament l'urgence de la « lutte antifasciste », n'a pris la défense de Snowden. Aucune manifestation de soutien, aucun communiqué, aucun appel contre la surveillance totale, y compris celle de la DGSE française (services secrets extérieurs), comparée par un ex-agent à une « *pêche au chalut* ». ² À ce jour, le seul appel pour l'asile politique de Snowden en France émane de Marine Le Pen. Un coup de pub dont le Front de Gauche n'a pas été capable.

Edward Snowden : « *Ma grande peur concernant la conséquence de ces révélations pour l'Amérique, c'est que rien ne changera. [Les gens] ne voudront pas prendre les risques indispensables pour se battre pour changer les choses... Et dans les mois à*

¹ *Le Monde*, 11 juin 2013.

² *Le Monde*, 12 juin 2013.

venir, les années à venir, cela ne va faire qu'empirer. [La NSA] dira que... à cause de la crise, des dangers auxquels nous devons faire face dans le monde, d'une nouvelle menace imprévisible elle a besoin de plus de pouvoirs, et à ce moment-là personne ne pourra rien faire pour s'y opposer. Et ce sera une tyrannie clé-en-main. »

Snowden a raison. En France, le rétro-fascisme à front bas et crâne ras, qu'on reconnaît au premier coup d'œil, obsède l'anti-fascisme rétro, patrimonial et pavlovien, tout ému de *combattre* la bête immonde qu'on lui a tant racontée et qu'il croit connaître. Il est vrai qu'ils partagent quelquefois les mêmes goûts en matière de *look* et de *dress code*. Les skinheads, c'est quand même plus simple que les RFID et la « planète intelligente » d'IBM. Dénoncer « *les origines françaises du fascisme* » (Zeev Sternhell, Là-bas si j'y suis, France Inter) et « *le retour des années 1930* » (*Le Nouvel Observateur* et cie), c'est plus facile que de s'attaquer au techno-totalitarisme. D'autant que celui-ci est pourvoyeur d'emplois et de croissance économique, donc « progressiste » et « de gauche ». Qu'importe que 64 millions de moutons soient pucés, tracés et profilés, si la filière micro-électronique prospère, de STMicroelectronics à Gemplus et Thales. Pour Pierre Gattaz, nouveau président du Medef, et le lobby de l'industrie électronique : « *La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles.* »³

Personne pour s'aviser que *nous ne sommes pas dans les années 1930*. Qu'après des décennies d'accélération technologique, à l'heure de la contention électronique, le « fascisme » aussi s'est modernisé. Il n'a plus le visage du Dictateur. Même plus celui de Big Brother. Mais celui des myriades d'actionneurs, capteurs, nano-processeurs, datacenters, super-calculateurs, *Little Brothers*, qui maillent, structurent, activent et pilotent la société de contrainte.

Les documents publiés par Snowden confirment ce que nous avons décrit de *la police des populations à l'ère technologique*.⁴ La presse fait mine de découvrir l'espionnage par Internet. Quitte, comme le site du *Monde*, à le faire sous une bannière publicitaire pour IBM et « la planète intelligente ». C'est-à-dire, le projet de puçage électronique de chaque chose et chaque être sur Terre, via des puces *communicantes*. Le projet, bien avancé, d'un *Internet des objets*, élargit le réseau à chaque objet et être vivant pucé, qui nous interconnecte (nous incarcère) en permanence avec notre environnement (notre cage). Un filet électronique dont il sera impossible de s'extraire. Si les révélations de Snowden vous émeuvent, « la planète intelligente » d'IBM vous glacera.⁵

Pendant que les attardés lèvent le poing, farouches et déterminés contre le spectre « *des heures les plus sombres de notre Histoire* », le pouvoir resserre le filet

3 Livre bleu du GIXEL (Groupement des industries de l'interconnexion, des composants et des sous-ensembles électroniques) sur le développement de la filière électronique, 2004. Voir aussi *RFID : la police totale*, le film, par Subterfuge et Pièces et main d'œuvre.

4 Cf. *Terreur et possession, enquête sur la police des populations à l'ère technologique*, Pièces et main d'œuvre (L'Échappée, 2008).

5 Cf. « IBM et la société de contrainte », in *L'Industrie de la contrainte*, Pièces et main d'œuvre (L'Échappée, 2011)

électronique. Avec l'approbation béate de la majorité « *parce que la technologie, tout dépend de ce qu'on en fait.* »

« *Ainsi donc, notre génération du lien social et du réseau virtuel, notre génération qui a fait tomber des dictatures par la force de baïonnettes informatiques, notre génération devra, donc, comme les autres, payer le prix du sang et apprendre, comme les autres, que l'engagement est un risque, une créance prise sur la vie, une créance que les plus courageux et les plus innocents paient et remboursent de leur mort.* »⁶ Il y a dans ces lignes des condisciples de Clément Méric tout l'aveuglement de l'époque sur elle-même.

Passons sur cette « génération », qui confond « lien social » et laisse électronique – après tout, elle n'a rien connu d'autre et ses mentors la maintiennent dans sa niaiserie.

Facebook n'a pas plus balayé Ben Ali et Kadhafi,⁷ que les abrutis de Troisième Voie et des Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires ne menacent la démocratie. « *Une mouvance qui compterait 1000 adhérents et 4000 sympathisants selon son chef. Mais 500 selon les autorités.* »⁸ « *Les JNR, totalement dévouées à sa personne (NdA : de Serge Ayoub, leur chef), mais qui ont très peu à voir avec un quelconque militantisme politique* ».⁹ « *Il est impossible de décrire Troisième Voie comme un groupe de combat ou séditieux* » (Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême-droite).¹⁰ « *Ce sont des jeunes extrêmement précarisés issus de familles très populaires avec des parents bénéficiant des aides sociales. Ils ont un faible niveau de diplôme (...) En fait, ils appartiennent au sous-prolétariat des zones rurales et péri-urbaines. Ils ont grandi dans des familles où, le plus souvent, un seul des parents travaille. Quand ils n'ont pas été élevés au sein de familles monoparentales avec leur mère dans une grande précarité* » (Stéphane François, historien).¹¹

Ils sont, en somme, le pendant rural des délinquants de banlieue. De ceux qui, en septembre 2012, massacrèrent Kevin et Sofiane à la Villeneuve d'Echirolles, parce qu'ils étaient d'un quartier différent. Même profil socio-économique. Ni plus avisés, ni moins violents, non moins déstructurés par la déferlante des écrans et la dissolution du tissu social. Des exclus des métropoles *high-tech* et de la compétition internationale, comme eux trahis par la gauche. Pas plus que pour les délinquants, leur condition n'excuse leurs gestes. Pas plus que les délinquants, ils n'incarnent le « *renouveau fasciste* ».

Mais ils sont plus spectaculaires et moins virtuels que le techno-totalitarisme et, partant, plus faciles à désigner. « *La grande nouveauté est que, grâce à Internet, certains informaticiens ont les moyens d'imposer leur vision du monde au reste de la population. Au lieu d'écrire des essais philosophiques dans l'espoir d'influencer les*

6 *Libération*, 10 juin 2013.

7 Cf. *L'emprise numérique*, C. Biagini (éditions l'Échappée, 2013).

8 *Libération*, 14 juin 2013.

9 *Le Monde*, 11 juin 2013.

10 *Libération*, 14 juin 2013.

11 *Id.*

générations futures, ils réalisent leur projet de société. Le fait d'être d'accord ou non avec eux est sans objet, car ils ont déjà rapproché le monde de leur idéal » (Christopher Soghoian, militant américain de la protection de la vie privée).¹² La tyrannie technologique est plus *pervasives* et redoutable que 500 brutes alcoolisées. Elle exige de ses opposants plus que du pathos et des postures. Combattre le technototalitarisme, c'est-à-dire l'attaque la plus *performante* contre notre liberté et contre la possibilité de choisir ce qui nous arrive, impose l'effort de comprendre *la nature* de cette attaque, et ses spécificités. Nous ne sommes pas dans les années 1930 ; il nous faut *penser notre époque* pour affronter notre ennemi actuel, et non les avatars du passé.

Entiers et naïfs, nous pensons que le secret est de tout dire. Et donc, quel que soit le mépris dans lequel les tiennent les beaux esprits, nous ne pouvons qu'approuver et soutenir ceux qui par leurs actes individuels livrent au public les preuves de sa servitude et tentent d'éveiller sa conscience. On verra ce que le public et ceux qui parlent en son nom font de ces révélations. Si peu d'illusions qu'on se fasse sur une société qui a accepté avec enthousiasme depuis des années une telle déchéance, il est sûr qu'on n'a aucune issue à attendre d'un « encadrement législatif » de type CNIL mondialisée, pas plus que d'une surenchère technologique pour crypter ses communications électroniques et fabriquer soi-même ses logiciels « libres », ni d'une énième bouillie citoyenniste pour assurer la veille de notre désastre.

Il n'est pas sûr qu'il y ait d'issue, ni que celle-ci dépende de nous. S'il y en a une, on ne peut la trouver à partir d'élucubrations nostalgiques et complaisantes, mais seulement à partir d'une conscience vraie de notre situation.

Comme disait le fondateur d'IBM : - *Think*.

Pièces et main d'œuvre
Grenoble, le 18 juin 2013

¹² *Le Monde*, 17 novembre 2012.

Le Monde :

« Combattre Big Brother » et promouvoir Big Brother, c'est toujours vendre du papier (et des clics)

Ce mardi 22 octobre 2013, *Le Monde* consacre quatre pages aux écoutes de la NSA, notamment sur le territoire français : « *le public ne doit pas être maintenu dans l'ignorance de programmes d'écoute et d'espionnage prenant des dimensions telles qu'ils mettent à bas tout principe de contrepoids en démocratie.* » Tardive découverte. Dès 2008, Pièces et main d'œuvre publiait *Terreur et possession – Enquête sur la police des populations à l'ère technologique*¹³. L'« affaire Snowden » vient confirmer un discours que nul au *Monde* n'a cru bon de relayer. C'est que le quotidien est une référence pour les promoteurs de l'industrie numérique. Cette « Nouvelle France Industrielle » qui, selon Hollande et Montebourg, va nous sortir de la « Crise ». Un jour, *Le Monde* s'offusque de la surveillance planétaire comme d'une prétendue « dérive » de la numérisation. Un autre, il fait la publicité du « Big Data » pour les industriels et pouvoirs publics : « *L'analyse des gros volumes de données peut devenir d'une efficacité sans faille, ou presque. Elle permettra par exemple de proposer à un internaute une réclame ciblée ou à un patient un traitement sur mesure.* »¹⁴ Publi-reportage à l'appui. Or, si l'on numérise des pans de plus en plus vastes de nos vies, il n'y a pas à s'étonner que celles-ci soient connues, analysées, exploitées. La surveillance de la population est dans le projet cybernétique comme le fruit dans la graine.

Depuis cet été, *Le Monde* relaie chaque « révélation » d'Edward Snowden. L'Agence de sécurité américaine NSA enregistre les « métadonnées » des communications de la planète : qui parle à qui, combien de temps, depuis où et consulte quel site, *via* téléphones portables, mails, SMS, réseaux sociaux et données satellitaires. Le tout avec la collaboration des fournisseurs d'accès à Internet, des réseaux sociaux, des moteurs de recherche, des compagnies de téléphonie mobile et des entreprises de sécurité informatique. Quelle surprise.

L'armée américaine construit dans l'Utah un supercalculateur dont l'objet est d'une simplicité confondante : « *Stocker l'ensemble des communications échangées sur la planète, depuis les courriers électroniques et les coups de fil privés jusqu'aux recherches sur Google, les achats de livres, les trajets en avion, les transactions*

¹³ Editions L'Echappée.

¹⁴ *Le Monde*, 15 octobre 2013.

commerciales, sans parler des secrets industriels ou diplomatiques. »¹⁵ Autant dire : toute notre vie.

L'ampleur de l'espionnage dépasse l'entendement non assisté par ordinateur : huit millions de communications téléphoniques épiées chaque jour en France ; quatre millions en Italie ; 47 millions de communications téléphoniques et 17 millions de connexions Internet en Allemagne. Ces pays ne sont ni l'Iran, ni la Corée du Nord ni la Syrie, ennemis déclarés de l'impérialisme américain, mais des alliés, membres du « monde libre ».

La NSA intercepte le contenu des communications par téléphone mobile et Internet, et jusqu'au plus haut des États : chefs d'États, ambassades, entreprises privées ou bureaux de l'Union européenne. Les mails, SMS et téléphone de la présidente brésilienne Dilma Rousseff et de ses conseillers sont sur écoute. La NSA espionne le ministère français des affaires étrangères, au Quai d'Orsay ou dans ses représentations de Washington et New York : micros dans les murs, captures d'écrans, « crackage » du VPN (*Virtual Private Network*), le système de mails sécurisés entre Paris et ses ambassades. Les communications entre les salariés d'Alcatel-Lucent ou les abonnés d'Orange sont aussi espionnées. Malgré ces agressions, les entreprises ciblées ne souhaitent pas réagir aux informations du *Monde*. En font-elles autant ? Elles collaborent toutes deux avec l'armée française sur les questions de « cyberdéfense » et de mise en place d'un *cloud* tricolore dans lequel piocheront les services de renseignement.

Si la France rechigne à protester contre sa mise sous écoute, c'est qu'elle agit de même. Peut-être grâce à des accords passés avec les États-Unis. La Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE), comme la NSA, « *collecte et stocke l'ensemble des communications électromagnétiques, en dehors de tout contrôle [parlementaire].* »¹⁶ Sur le territoire français comme à l'extérieur.

Tout est dans la presse. Il suffit de lire, parfois entre les lignes, et de recouper les informations. Ce que les polices font tous les jours grâce à la numérisation de nos communications et de nos comportements : « *Ces métadonnées [enregistrées par la DGSE], précise Le Monde, permettent de dessiner d'immenses graphes de liaisons entre personnes à partir de leur activité numérique, et ce depuis des années. [...] À charge ensuite pour les services de renseignement, lorsqu'un groupe a été identifié, d'utiliser des techniques plus intrusives, comme les écoutes et les filatures.* »¹⁷ Aujourd'hui, le prétexte est antiterroriste, demain écologiste ?

15 *Le Monde*, 29 août 2013.

16 *Le Monde*, 5 juillet 2013.

17 *Idem*

L'Okhrana en a rêvé, la NSA l'a fait

En 1948, Hannah Arendt publie *Le système totalitaire*. Elle montre comment l'Allemagne nazie ou la Russie soviétique fondent leur emprise sur leurs services secrets de renseignement. Eux-mêmes inspirés de ce qui fut la première police politique moderne :

« L'Okhrana, prédécesseur tsariste de la Guépéou [la police secrète bolchévique], avait, dit-on, inventé un système d'enquête : chaque suspect était inscrit sur une grande carte au centre de laquelle figurait son nom entouré de rouge ; ses amis politiques étaient désignés par des cercles rouges plus petits et ses connaissances non politiques par des cercles verts ; des cercles bruns indiquaient les personnes qui étaient en contact avec les amis du suspect mais qui n'étaient pas connus de lui personnellement ; les recoupements entre les amis du suspect, politiques et non politiques d'une part et, d'autre part, les amis de ses amis étaient indiqués par des lignes joignant les cercles respectifs. Manifestement cette méthode n'a d'autres limites que la dimension des cartes ; de plus, théoriquement, une seule gigantesque feuille montrerait les relations et le recoupement de relations de la population toute entière. Or, tel est précisément le but utopique de la police secrète totalitaire. [...] La police rêve qu'un seul coup d'œil à la gigantesque carte sur le mur du bureau suffise à établir, à n'importe quel moment, qui est lié à qui, et à quel degré d'intimité ; en théorie, ce rêve n'est pas irréalisable, même si son exécution technique présente inévitablement quelques difficultés. »

Ce qui était à l'époque spéculation est aujourd'hui réalité. Cette carte de nos relations sociales et politiques n'est plus un rêve grâce à Internet et aux capacités de calculs et de stockage d'informations des machines actuelles. De même les polices ont toujours souhaité lire les pensées de leurs administrés – objectif qui a engendré torture, infiltrations, retournements d'opposants, etc. Jusqu'à son époque, dit Arendt, le détecteur de mensonges exerce encore une fascination utopique. L'interception de nos données de connexion, la mise sous écoute, la lecture de nos mails réputés cryptés, des pages Facebook et des blogs ont réalisé ce rêve policier (sans parler des neurotechniques de visualisation cérébrale).

Savoir, c'est pouvoir. Si l'on sait tout, l'on peut tout. Et l'histoire a montré que les États et leurs polices ne reculent devant aucune cruauté (voir le DRS et les généraux éradicateurs algériens des années 1990-2000, les États-Unis à Guantanamo ou la Chine au Tibet). Certains diront qu'il reste des interstices dans lesquels s'engouffrer pour fissurer « *l'Empire* ». De l'Okhrana à la NSA et à la DGSE, les technologies de contrôle et de surveillance (*alias* technologies de l'information et de la communication) renforcent toujours plus l'asymétrie entre le pouvoir et ses opposants.

Ça s'est déjà vu : pour sauver la démocratie, il faut lui écraser la gueule. Il n'y a pas d'encadrement parlementaire possible des services de renseignement quand la DGSE est chargée d'agir « *partout où nécessité fait loi* ».

Fausse vigilance et vraie propagande

Le Monde, par la voix de sa directrice Nathalie Nougayrède, geint doucement : « *Ce n'est pas céder à la moindre paranoïa antiétatique que de constater que, par la grâce du numérique, l'exécutif dispose dans nos démocraties d'un instrument de type totalitaire : le contrôle par la connexion.* » Mais l'éditorialiste de tempérer aussitôt : cet univers numérique, « *nous ne pouvons [y] échapper car il est celui de notre vie quotidienne.* »¹⁸ Il l'est d'autant plus que Xavier Niel, président de Free, est actionnaire du *Monde*.

Pas une journée sans que *Le Monde* ne fasse la publicité des technologies numériques, des réseaux de capteurs RFID, des possibilités de la géolocalisation par satellite à l'intérieur des bâtiments et jusqu'aux envolées transhumanistes de Laurent Alexandre, PDG de DNAVision. *Le Monde* héberge le site d'IBM pour une « planète intelligente »¹⁹ : ce monde-machine qui connaîtra nos comportements (achats, transports, soins médicaux, etc) grâce à la RFID et à l'exploitation du « Big Data ». Une semaine avant ses quatre pages pour « *Combattre Big Brother* », *Le Monde* publiait sept pages de promotion du « Big Data ».

Le Monde publie au moins un article par jour sur la « menace fasciste », comprenez le FN et ces groupuscules à front bas qu'il s'agit de « combattre » en votant pour Hollande et contre Marine Le Pen aux prochaines présidentielles. *Le Monde*, journal de la social-technocratie dite « de gauche » et progressiste, détourne les regards du techno-totalitarisme dont il est complice, vers un épouvantail photogénique dont il assure sans relâche le matraquage publicitaire. Comme sous Mitterrand, la montée du FN sert à rallier les (é)lecteurs du *Monde* et de gauche en manipulant un réflexe conditionné d'antifascisme. Tout en faisant simultanément la promotion d'un totalitarisme moderne, branché et inéluctable.

Chaque minute qui passe, 82 millions de mails, 2,7 millions de « like » sur Facebook, 2,3 millions de requêtes sur Google sont consignés : « *L'analyse de cette masse de données au moyen de logiciels informatiques perfectionnés permet aux publicitaires, aux laboratoires, aux commerçants ou encore aux banquiers de cibler très finement les individus et de leur proposer des produits et services quasiment sur mesure.* »²⁰ Ce « Big data » est la plus grande manne d'informations jamais centralisée en un même lieu – Internet – pour enregistrer voire prédire les comportements des individus,

18 *Le Monde*, 6 juillet 2013.

19 <http://lesclesdedemain.lemonde.fr>

20 *Idem*

groupes ou masses d'individus. Ceci n'est pas une « dérive » sécuritaire du net mais son projet *essentiel*. Le mot « cybernétique » a été forgé en 1947 par un chercheur du Massachusetts Institute of Technology, Norbert Wiener pour désigner l'art du pilote – celui qui gouverne et contrôle. Cette science traitera de « *l'ensemble des problèmes ayant trait à la communication, au contrôle et à la mécanique statistique, aussi bien dans la machine que chez l'être vivant.* »²¹ Avec la cybernétique, les êtres vivants, la société, et bien sûr les machines, s'analysent selon les flux d'information : « *La commande ne représente que l'envoi de messages qui modifient effectivement le comportement de celui qui les reçoit. L'étude des messages et, en particulier, des messages effectifs de commande constitue l'objet de la "cybernétique".* »

Quand Microsoft et le campus israélien de biotechnologies Technion mettent sur pied un logiciel de prédiction des épidémies de grippe par l'exploitation des requêtes Google, avec un taux de réussite annoncé de 70 à 90 %, est-ce une « dérive » ? Quand les policiers de Santa Cruz, Los Angeles, Memphis, New York ou du Kent en Angleterre utilisent le logiciel de prédiction statistique des délits Predpol, est-ce une « dérive » ? Quand les robots du site hollandais d'ING Direct repèrent les internautes sur leur site et les appellent automatiquement, magie d'Internet ou dérive liberticide ? Quand la banque espagnole BBVA travaille avec la mairie de Madrid à partir des données bancaires pour analyser le comportement des touristes et améliorer les stratégies touristiques : magie ou dérive ? Quand le magazine *National Geographic* récolte l'ADN de ses lecteurs pour tracer les évolutions et itinéraires raciaux²², est-ce un « bon » ou un « mauvais » usage d'Internet ? Quand le fabricant d'OGM Monsanto achète l'entreprise Climate Corporation, des ingénieurs logiciels, météorologues et spécialistes du « Big Data », pour modéliser le climat et le travail des agriculteurs, est-ce un « bon côté » de la technologie ?

Après l'enregistrement et la surveillance des télécommunications, le contrôle numérique s'étend au monde réel avec le concours du *Monde* et d'IBM. L'Internet des objets attribue une adresse IP (une carte d'identité numérique) aux objets familiers : poubelles, chaussures, frigos, voitures, livres, tout y passe. Notre vie se transforme en « information » que des algorithmes analysent et la planète devient une immense plate-forme logistique. La « carte de vie quotidienne » que portent les Lillois pour s'identifier à l'entrée du métro, et bientôt pour leurs achats, les rentre dans la « machine à gouverner », rationalisant la gestion du bétail humain.

Les sociétés d'autoroutes sont équipées en lecteurs de plaques minéralogiques et ont accès, depuis juin 2013, au fichier national des immatriculations. Les routiers seront géolocalisés par GPS avec l'instauration de la taxe carbone. Les compteurs électriques *Linky* permettront à EDF d'espionner à distance le mode de vie des particuliers comme des masses. Que de bonnes nouvelles pour le journal des bonnes nouvelles. Cryptez vos mails, votre carte bancaire ou votre voiture vous trahiront.

21 *Cybernétique et société*, 1950.

22 *genographic.nationalgeographic.com*

L'étau se resserre sur nos corps. Connaissez-vous les *wearable technologies* ? Le prêt-à-porter technologique ? Tatouages et lentilles de contact se connectent à Internet. Les *Google Glass* permettent aux médecins d'avoir le dossier médical d'un patient dans les yeux en posant leur regard dessus. « *Reste à régler les problèmes de confidentialité et de vie privée, peut-être l'un des plus grands freins potentiels au développement des "wearable technologies". Mais c'est déjà un autre sujet..* » note le robot-journaliste du *Monde*.²³ C'est vrai quoi, la protection de la vie privée n'a rien à voir avec la protection de la vie privée. T-shirts et bracelets calculent vos battements de cœur, votre rythme respiratoire, le nombre de pas effectués ou la qualité de votre sommeil. Et enregistrent le tout sur votre ordinateur personnel. Que ferons-nous quand les compagnies d'assurance ou la sécurité sociale réclameront ces données pour notre bien ? Quelles raisons aurons-nous de nous y opposer ?

L'invasion des technologies de l'information et des communications a pour but la rationalisation, la modélisation et le contrôle des grands nombres (d'humains, de marchandises, de données). Elle ne souffrira aucun frein légal autre que cosmétique. Seule une opposition *politique* à la numérisation du monde peut desserrer l'étau électronique.

Brisons les machines.

Hors-sol

Lille, le 22 octobre 2013

Fleur Pellerin : Le cyberflicage au féminin

Fleur Pellerin a tout pour elle. Jeune, belle et rebelle, avec son visage innocent, on lui donnerait le Big Sister Award sans examen. En quatre jours, la ministre de l'Économie numérique a pris deux fois la parole. La première, pour s'indigner : « *quand vous faites une recherche sur Internet, vous n'êtes pas libre. Au contraire, vous êtes un sujet et quasiment un objet.* »²⁴ Dans sa ligne de mire : Facebook, Google, et bien sûr la NSA qui exploitent ces informations pour vous vendre des gadgets, et pour vous surveiller. Sa seconde intervention dénonce « *le sexisme insidieux du numérique* »²⁵, tant sur Internet qu'au sein des entreprises technologiques où les femmes sont sous-représentées. Ses lamentations à propos du fichage électronique effectué par les États-Unis ne visent qu'à justifier les mesures de surveillance qu'elle et son gouvernement multiplient au même moment. Mesures qui seront pilotées aussi bien par des femmes que par des hommes, pour un flicage de gauche, anti-sexiste et progressiste.

Le 29 janvier dernier, Fleur Pellerin prend place sur une vaste estrade, applaudie par une salle pleine de policiers, de gendarmes et d'industriels de la surveillance électronique. La ministre est dans son élément, venue clore le Forum international de la cybersécurité, rendez-vous annuel des professionnels de l'espionnage. Son allocution porte sur le lancement d'« Idénum », un projet policier laissé de côté quelques mois plus tôt par Nathalie Kosciusko-Morizet : clés USB et téléphones portables deviendront une carte d'identité électronique que centralisera un fichier d'informations personnelles et de coordonnées bancaires. Il en va de la confiance des internautes dans le « e-shopping », la « e-administration » ou la connexion aux réseaux sociaux. Cet identifiant unique deviendra obligatoire pour passer les *check-points* virtuels. La Poste, SFR, des banques, mais aussi la Caisse des dépôts et consignations sont *partenaires*. Que ne ferait-on pas pour un point de croissance ? Quand Mme Pellerin se dit « *choquée* » par les pratiques de la NSA, c'est pour camoufler la surveillance de l'État français. Avec « Idénum », celui-ci devient lui aussi un « géant d'Internet » omniscient, recouvrant ainsi sa souveraineté face aux entreprises, notamment américaines, en matière de contrôle de sa population nationale : « *Je suis préoccupée de voir de grands acteurs de l'Internet gérer les données personnelles de nos concitoyens de manière unilatérale, dans des conditions de transparence limitée et en dehors de nos frontières.* »²⁶ Nos entreprises auront aussi leur part d'informations personnelles à exploiter.

24 *Le Monde*, 5 décembre 2013.

25 *Le Journal Du Dimanche*, 8 décembre 2013.

26 *Le Monde*, 29 janvier 2013.

Fleur Pellerin est membre du gouvernement, déléguée à l'économie numérique auprès du ministre du redressement productif. Politique sécuritaire et relance nationale se soutiennent mutuellement. La Loi de programmation militaire, discutée ce 11 décembre 2013 au Sénat, est un festival de dispositions sécuritaires digne de l'administration américaine. L'armée et les services de renseignement accéderont aux fichiers jusque là réservés aux services administratifs de la police (immatriculations et permis de conduire, cartes d'identité et passeports, dossiers des ressortissants étrangers). Une interconnexion qui ne trouble pas Fleur Pellerin. Les services de renseignement accéderont au fichier des passagers aériens, le « *Passenger Name Record* », à des fins de « profilage » des voyageurs à l'entrée ou à la sortie du territoire. Les ministères de la Défense, de l'Intérieur, mais aussi de l'Économie et des finances pourront surveiller les communications électroniques et téléphoniques, géolocaliser les utilisateurs de *smartphones*, sur le vif et sans contrôle judiciaire. Qualifié de « *loi martiale numérique* »²⁷, l'article 15 permettra au premier ministre d'exiger des fournisseurs d'accès à Internet et des hébergeurs toute mesure « *pour répondre aux crises majeures menaçant ou affectant la sécurité des systèmes d'information* » - comme la coupure des serveurs ou le détournement des données. Enfin, l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'informations (ANSSI, sorte de mini-NSA) pourra exiger des fournisseurs d'accès à Internet « *l'identité, l'adresse postale et l'adresse électronique d'utilisateurs ou de détenteurs de systèmes d'information vulnérables, menacés ou attaqués.* » Des millions d'abonnés, hébergeurs et éditeurs de sites Internet tombent légalement sous la coupe de l'État français. Enfin, le nombre d'agents de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) et de l'ANSSI augmentera ces prochaines années pour renforcer les capacités d'espionnage des services de renseignement. Rien qui ne semble « *choquer* » la ministre de l'Économie numérique. Si ce n'est la sous-représentation des femmes dans l'espionnage des internautes par leur trou de serrure numérique.

La technocratie à visage féminin

D'un côté, Mme Pellerin fait mine de nous alerter contre le techno-totalitarisme : « *Dans cinq à dix ans, il y aura 50 milliards d'objets connectés. Ils vous prendront le pouls, regarderont si vous êtes chez vous, ou combien d'électricité vous consommez, [...] et c'est bien cette explosion-là qui fait que le big data peut devenir Big Brother.* »²⁸ Explosion qui est son *job* quotidien. De l'autre, elle pousse les femmes à prendre part au développement des moyens de contrôle : elle dit « *réfléchir à la manière d'inciter les jeunes femmes à embrasser ces carrières [numériques] en rejoignant la "French Tech", via une campagne de communication avec des portraits d'entrepreneuses, de développeuses...* »²⁹

27 numerama.com/magazine

28 *Le Monde*, op. cit.

29 *Le Journal Du Dimanche*, op. cit.

Plus libérale et moins bureaucratique que les féministes-à-quotas³⁰, Fleur Pellerin propose, en incitant les femmes à devenir *start-uppeuses* ou ingénieurs informatique, de remplacer les techno-mâtres par des techno-mâîtresses. Ce qui change tout. Elle couvre d'éloges Marissa Mayer, PDG de Yahoo, et Sheryl Sandberg, directrice générale de Facebook, toutes deux collaboratrices du programme « Prism » de la NSA : « *Ces deux femmes ont une réflexion féministe, elles ne gomment pas leur féminité.* » Pas plus qu'Anne Lauvergeon, ancienne patronne d'Areva, présidente du conseil de surveillance de *Libération* et de la commission « *Innovation 2030* ». Ces patronnes prouvent qu'elles peuvent diriger des multinationales exploitant des milliers de femmes et d'hommes, et des milliards d'informations sur les activités, les goûts et relations sociales des internautes. Mme Pellerin aurait-elle réclamé (comme à Abou Graïb) plus de bourrelles dans les salles de torture de l'armée française ? Elle aurait ainsi remédié à cette scandaleuse inégalité femmes-hommes dans les activités de renseignement.

En féminisant le visage du capitalisme, « *dans les banques et les fonds de capital-risque* » comme dans l'économie numérique, Fleur Pellerin renforce la bonne conscience de gauche et la domination conjointe de quelques uns *et de quelques unes* sur tous (hommes et femmes confondus). La preuve par « Idénium » et la Loi de programmation militaire. La beaufferie machiste présente sur Internet et dans les entreprises technologiques n'excuse rien. Ceux qui féminisent l'ordre existant combattent ceux qui aspirent à le renverser : pour la liberté de toutes et tous.

Hors-sol

Lille, le 11 décembre 2013

30 Voir par exemple « Parité, discrimination positive et universalisme à la française » où Christine Delphy défend la mise en place de quotas à tous les niveaux de pouvoir (assemblées élues, universités, etc), lmsi.net. Et pourquoi pas dans le nucléaire, la chimie ou l'armement ?

Entiers et naïfs, nous pensons que le secret est de tout dire. Et donc, quel que soit le mépris dans lequel les tiennent les beaux esprits, nous ne pouvons qu'approuver et soutenir ceux qui par leurs actes individuels livrent au public les preuves de sa servitude et tentent d'éveiller sa conscience. On verra ce que le public et ceux qui parlent en son nom font de ces révélations. Si peu d'illusions qu'on se fasse sur une société qui a accepté avec enthousiasme depuis des années une telle déchéance, il est sûr qu'on n'a aucune issue à attendre d'un « encadrement législatif » de type CNIL mondialisée, pas plus que d'une surenchère technologique pour crypter ses communications électroniques et fabriquer soi-même ses logiciels « libres », ni d'une énième bouillie citoyenniste pour assurer la veille de notre désastre.